

Distribution limitée

WHC-99/CONF.205/INF.4
Paris, le 10 juillet 1999
Original : Anglais

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

**Troisième session extraordinaire
Paris, Siège de l'UNESCO, Salle XI
12 juillet 1999**

Document d'information: Extraits du projet de rapport du Rapporteur de la vingt-troisième session du Bureau du Comité du patrimoine mondial (Siège de UNESCO, 5 – 10 juillet 1999) relatifs aux discussions de la troisième session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial

RESUME

Ce document d'information contient des extraits du rapport du Rapporteur de la vingt-troisième session du Bureau du Comité du Patrimoine mondial (**WHC-99/CONF.204/15**) relatifs aux discussions de la troisième session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial.

Parc national du Kakadu (Australie)

Le Secrétariat a ouvert les débats en se référant au résumé des récentes délibérations du Comité et de son Bureau concernant le Parc national du Kakadu figurant dans le document WHC-99/CONF.204/5 qui présentait également des informations concernant la mise en œuvre des décisions de la vingt-deuxième session du Comité jusqu'à la date de rédaction définitive du document à la fin du mois de mai.

Les décisions ultérieures du Comité du patrimoine mondial à sa vingt-deuxième session à Kyoto en décembre 1998 sont inclus dans leur totalité dans le même document de travail.

Conformément au processus de soumission de rapports décrit dans les décisions de la vingt-deuxième session du Comité, un rapport détaillé a été fourni au Centre du patrimoine mondial par le gouvernement australien le 15 avril 1999. Ce rapport est intitulé : « Le Kakadu d'Australie – Protégeons le patrimoine mondial. Réponse du gouvernement australien au Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO concernant le Parc national de Kakadu (avril 1999). » (voir WHC-99/CONF.204/INF.B). Le rapport répond aux préoccupations et aux recommandations énoncées dans le rapport de la mission (voir WHC-99/CONF.204/INF.9A). Le Secrétariat a remercié le gouvernement australien d'avoir pris en charge la traduction et la publication de ce rapport en nombre suffisant pour la présente session du Bureau et la troisième session extraordinaire du Comité.

Une étude des questions scientifiques a été réalisée par le scientifique australien chargé de la supervision et un rapport intitulé « Evaluation du projet de Jabiluka : rapport du scientifique chargé de la supervision au Comité du patrimoine mondial (avril 1999) » a été fourni au Centre du patrimoine mondial le 15 avril 1999 (voir WHC-99/CONF.204/INF.9C). Le Secrétariat a remercié les autorités australiennes d'avoir pris en charge la traduction du résumé analytique et la publication de suffisamment d'exemplaires de ce rapport.

Le Centre du patrimoine mondial a fourni des exemplaires du rapport figurant dans le document WHC-99/204/INF.9B à l'ICOMOS, l'UICN et l'ICCROM pour étude. Les déclarations communes et séparées de l'UICN et de l'ICOMOS ainsi qu'un rapport fourni par l'ICCROM sont mis à la disposition du Bureau sous la cote WHC-99/CONF.204/INF.9D.

Le Centre du patrimoine mondial a fourni des exemplaires du rapport figurant dans le WHC-99/CONF.204/INF.9C à l'ICSU (le Conseil international pour la science) pour étude par un comité scientifique indépendant. L'étude par écrit du comité scientifique a été fournie au Centre du patrimoine mondial le 14 mai 1999 (voir WHC-99/CONF.204/INF.9^E). Le Secrétariat a informé le Bureau de la présence d'un représentant de l'ICSU et du dirigeant d'un comité scientifique indépendant de l'ICSU (ISP), le Professeur Brian Wilkinson.

Le Président a remercié le Gouvernement australien et le Scientifique australien chargé de la supervision ainsi que les organes consultatifs, l'ICSU et les membres du comité scientifique indépendant d'avoir fourni leur rapport en se conformant au calendrier très serré fixé par le Comité à Kyoto.

Depuis la préparation du document de travail à la fin du mois de mai, le Centre du patrimoine mondial a continué à recevoir de nouvelles observations et des commentaires concernant l'état de conservation du Parc national du Kakadu. Le Secrétariat les a ensuite résumés brièvement à l'intention des membres du Bureau. Ce faisant, le Secrétariat a de nouveau noté

que toute la correspondance et les rapports reçus par le Centre concernant le Parc national du Kakadu avaient été transmis à la délégation permanente de l'Australie auprès de l'UNESCO pour commentaires. Des exemplaires ont également été envoyés aux organes consultatifs et au Président pour information. De plus, de nombreuses lettres demandant au Comité d'inscrire le Kakadu sur la Liste du patrimoine mondial en péril ont été reçues de particuliers et d'organisations du monde entier.

Depuis la fin du mois de mai, le Centre a été informé de contacts entre le scientifique australien chargé de la supervision, l'Environmental Research Institute (ERISS) et le comité scientifique indépendant créé par l'ICSU. Des enregistrements de conversations téléphoniques entre ces parties ont été transmis au Centre.

Le 2 juin 1999, le Président du Comité a reçu une lettre du Directeur exécutif de l'ERA par laquelle celui-ci désirait donner son point de vue sur les revendications faites par la corporation aborigène des Gunjehmi, en ce qui concerne l'environnement physique aussi bien que culturel, y compris des sites revendiqués par le peuple aborigène des Mirrar comme étant sacrés.

Le 9 juin 1999, un rapport révisé a été reçu de scientifiques de l'Australian National University qui a répondu au rapport du scientifique chargé de la supervision. Le rapport présente huit conclusions détaillées dont certaines reconnaissent qu'il a été répondu à quelques unes des préoccupations des scientifiques tandis que d'autres font référence à des motifs de préoccupation persistants.

Le Président du Comité a écrit à plusieurs reprises au ministre de l'Environnement et du Patrimoine d'Australie, en demandant à chaque fois instamment la suspension volontaire de la construction de la descente de la mine à Jabiluka, comme cela avait été demandé par le Comité à sa vingt-deuxième session à Kyoto. Le 16 juin 1999, le Président a fourni à tous les membres du Comité des doubles de l'échange de correspondance qu'il avait entretenu avec le ministre. Un résumé de cet échange de correspondance est inclus dans WHC-99/CONF.204/5.

Le 25 juin, le Secrétaire d'Environnement Australia a écrit au Directeur du Centre au sujet d'une lettre de la Fondation Colong pour la faune sauvage qui avait été reçue par le Centre le 22 juin et qui mentionnait quelque 29 concessions minières pour lesquelles la Fondation Colong prétendait que le plan de gestion de Kakadu n'était pas opérationnel. La lettre de réponse détaillée du Secrétariat se référait à une décision de la Haute Cour d'Australie datant de 1997 déclarant que l'Australie continue à exercer ses responsabilités au titre de la Convention et de la législation intérieure en matière de patrimoine mondial en ce qui concerne ces concessions minières et « le ministre de l'Environnement et du Patrimoine a déclaré très clairement qu'il n'y aurait pas d'exploitation minière dans ces concessions. »

Egalement en date du 25 juin, le Secrétaire d'Environnement Australia a fourni des détails concernant des demandes de protection déposées par la Corporation aborigène des Gundjehmi, conformément aux dispositions de l'*Aboriginal and Torres Strait Islander Heritage Protection Act 1984* sur une zone de Jabiluka. La lettre mentionne le sénateur Hill comme « n'ayant pas été en mesure de faire une déclaration d'urgence conformément à la section 9 pour la zone spécifiée, en se fondant sur les informations disponibles. » La lettre poursuit ainsi : « Le ministre étudie maintenant la demande selon la section 10 de la loi.

Celle-ci prévoit une protection à long terme d'une zone ». La lettre fournit également des détails sur les processus requis pour considération de l'application de la section 10.

Le 29 juin, le Président a reçu une lettre du Pr Nicholas Robinson, du Centre d'Etudes juridiques de l'Ecole de Droit de la Pace University de New York. La lettre se réfère à des questions juridiques liées et relatives à l'état de conservation du Parc national du Kakadu.

Le 30 juin, un extrait du Rapport d'enquête du Sénat australien sur le projet de la mine d'uranium de Jabiluka intitulé « Jabiluka : The Undermining of Process » a été reçu. Ce rapport a été préparé par le Comité de références du Sénat pour l'Environnement, les Communications, la Technologie de l'information et les Arts.

Egalement en date du 30 juin, le Centre a reçu un nouveau rapport des autorités australiennes intitulé « Réponse à l'étude réalisée par l'ICSU du rapport au Comité du patrimoine mondial ». Après réception d'une demande écrite de la délégation permanente de l'Australie auprès de l'UNESCO, ce rapport a été fourni aux membres du Bureau sous la cote WHC-99/CONF.204/INF.9F.

Enfin, le 6 juillet, un exemplaire complet du Rapport du Comité du Sénat australien a été fourni au Centre par un observateur des Démocrates australiens qui assistait à la présente session du Bureau. Le rapport d'enquête du Comité du Sénat australien sur le Projet de la mine d'uranium de Jabiluka contient des rapports séparés de la majorité et de la minorité. Egalement en date du 6 juillet, le sénateur Hill a écrit au Directeur du Centre en attirant particulièrement son attention sur la conclusion du rapport de la minorité, provenant des membres du gouvernement.

Le 7 juillet, le Bureau a entendu les présentations du ministre australien de l'Environnement et du Patrimoine, le sénateur Robert Hill, (figurant intégralement en Annexe VI.1, des représentants de l'UICN, de l'ICOMOS et de l'ICCROM (incluses en totalité en Annexes VI.2, VI.3 et VI.4), et du chef du Comité scientifique indépendant (ISP) de l'ICSU (inclus en totalité en Annexe VI.5).

A la suite de ces interventions, le délégué du Japon a commencé par déclarer que le Bureau devait tout d'abord faire la différence entre deux aspects de cette question très difficile, soit les aspects de l'étude scientifique et les aspects culturels. S'agissant de la question de l'étude scientifique, il a fait part de profonde reconnaissance envers le travail sérieux du Pr Wilkinson et de ses collègues qui ont travaillé en un temps limité et sans avoir accès à toutes les données et informations nécessaires. Il a également mentionné le travail très sincère du scientifique australien chargé de la supervision. Il a reconnu le fait que le rapport de l'expert de l'ICSU n'affirmait pas l'existence d'un quelconque danger reconnu malgré de fréquentes références à des incertitudes ou à des insuffisances de données et d'informations. Il a également noté que le scientifique australien chargé de la supervision a accepté et approuvé un certain nombre de recommandations figurant dans le rapport de l'ISP, comme le montre sa réponse au rapport de l'ISP (WHC-99/CONF.204/INF.9F).

Evoquant l'aspect culturel, le délégué du Japon a observé qu'il existait un réel problème à Kakadu. Il a déclaré qu'il estimait que les motifs de préoccupation partagés par le Bureau étaient les difficultés à évaluer les liens spirituels entre les hommes et la nature, l'impact sur les cultures vivantes, ainsi que l'impact sur le paysage culturel. Il a ajouté qu'il semblait que l'évaluation culturelle était, en un sens, beaucoup plus difficile que l'évaluation scientifique

et il a insisté sur le fait que des facteurs culturels comme la culture vivante et les paysages culturels ont gagné de plus en plus de poids dans le travail du Comité et du Bureau au cours de l'histoire du régime du patrimoine mondial. A cet égard, le délégué du Japon a déclaré qu'il partageait la sérieuse préoccupation exprimée par l'ICOMOS quant aux impacts sérieux possibles du projet minier de Jabiluka sur la culture vivante des propriétaires traditionnels mirrar.

Le délégué du Japon a fait remarquer qu'il avait écouté avec beaucoup d'attention l'intervention du sénateur Hill, de la délégation d'observateurs de l'Australie. Il a ajouté que sa délégation était très intéressée par plusieurs points de la déclaration de l'Australie. En particulier, le Japon considère qu'il est très important qu'ERA ait suggéré de différer l'exploitation minière commerciale à Jabiluka. Il a ajouté que si son interprétation était juste, cela indiquait qu'il y aurait une mine à la place du projet initial de deux mines fonctionnant en même temps. Il a fait remarquer que l'ERA était prête à différer l'exploitation minière à Jabiluka jusqu'à l'achèvement de l'exploitation minière à Ranger. Le délégué du Japon a déclaré que la nouvelle proposition de la délégation australienne méritait, à son avis, l'examen attentif du Bureau car ses implications étaient en rapport avec divers aspects de la question du Kakadu.

Enfin, le délégué du Japon a souligné la nécessité de développer la confiance entre les propriétaires traditionnels aborigènes et le gouvernement du Commonwealth d'Australie. Il a ajouté que tout le monde au sein du Comité était très préoccupé d'une rupture de la confiance mutuelle entre les deux parties. A cet égard, il a souhaité appuyer la déclaration de l'ICCROM selon laquelle le travail du Comité du patrimoine mondial devait consister à créer une base positive et constructive selon l'objectif de la Convention selon une perspective à plus long terme. Il a conclu en déclarant qu'il estimait que le vrai travail du Comité et du Bureau était de créer une bonne base pour le développement de la confiance entre les propriétaires traditionnels aborigènes et le gouvernement australien, par le dialogue.

Le délégué de l'Italie a fait allusion à la complexité des questions que devait traiter le Bureau. Il a mentionné les difficultés auxquelles devaient faire face le Bureau et le Comité car c'était un cas nouveau et sans précédent. Il a ajouté qu'il faudrait faire preuve de courage et d'imagination sans compromettre la Convention ni l'image de l'Etat partie concerné. Il a déclaré qu'il n'y aurait aucun intérêt à trouver une solution cosmétique. Ce qu'il fallait, c'est une vraie solution, bien conçue et équilibrée. Il a noté que deux des rapports présentés au Bureau confirmaient et renforçaient la crainte exprimée dans le rapport de la mission. Il a déclaré qu'une vérification complémentaire était nécessaire. Il a fait remarquer qu'il y a des faits qu'il faut concilier, en particulier dans le rapport du comité scientifique indépendant (ISP) créé par l'ICSU. Il a fait allusion à de nouveaux motifs de préoccupation concernant le patrimoine culturel qu'il faudrait traiter se souciant de la sensibilité locale et de la réaction internationale au changement social et culturel.

Le délégué de l'Italie a déclaré que le système d'inscription des biens à la fois sur la Liste du patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine mondial en péril exigeaient l'accord de l'Etat partie, sauf en cas d'urgence. Il a ajouté que l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial en péril n'est pas une sanction et que le Comité n'est pas un tribunal mais qu'il a des règles qu'il faut fixer et actualiser. Il a déclaré qu'il fallait agir dans le respect de la Convention.

La déléguée de Cuba a fait allusion au rapport du scientifique australien chargé de la supervision qu'elle a qualifié de déclaration honnête mais a indiqué qu'il y avait des choses dont il fallait tenir compte et des choses à appliquer. Elle a fait remarquer qu'avec les incertitudes scientifiques persistantes et la nécessité d'une analyse complémentaire des informations scientifiques, la situation restait la même que lors de la dernière session du Comité, à Kyoto, en 1998.

Le délégué du Maroc a remercié les organes consultatifs et le comité scientifique indépendant créé par l'ICSU de leur travail en disant que l'on avait bénéficié d'un nouvel éclairage sur une question d'importance capitale. Il a déclaré que le Maroc estimait que les délibérations concernant le Kakadu pouvaient être considérées comme une tâche majeure pour le Comité. Il a demandé au Bureau d'être prudent et consciencieux et a convenu avec le délégué du Japon que la question essentielle était celle de la confiance et du respect des engagements. Il a demandé au Bureau de créer un climat de confiance et il a fait part de la confiance du Maroc dans le travail de l'organe consultatif et du comité scientifique créé par l'ICSU. Il a évoqué la responsabilité internationale de trouver une solution adaptée étant donné que la décision créera un précédent juridique. Il a conclu en ajoutant que le Bureau a connaissance d'autres sites confrontés à des menaces plus graves que celle causée par la mine de Jabiluka et il a donc réaffirmé la nécessité de procéder dans un véritable climat de confiance et de communication.

Le délégué de la Corée a évoqué le lourd fardeau et la pression que représentaient le cas du Parc national du Kakadu. Il a observé que ce cas créerait un précédent pour l'avenir du Comité du patrimoine mondial et déterminerait sa viabilité politique et financière dans l'avenir. Il a convenu avec le Japon que le cas concernait les relations entre les hommes et la nature et il a soulevé la question de savoir où était la primauté en observant qu'ils étaient tous deux importants. Il a fait remarquer qu'en raison de la gravité de la question, il ne voulait pas prendre de décision hâtive. Il a ajouté que des incertitudes persistaient et la nécessité d'une étude complémentaire. Il a également déclaré que cela pouvait être une bonne occasion de développer la confiance entre les experts et l'Etat partie. Le devoir et la responsabilité du Bureau est d'inciter toutes les parties concernées à utiliser des moyens créatifs pour trouver une solution destinée à être scientifiquement et politiquement viable.

Le délégué du Bénin a observé que la communauté internationale devrait savoir gré à l'Australie de lui fournir l'occasion d'approfondir une situation inédite. Il a indiqué qu'en tant qu'Etat partie, l'Australie s'est comportée devant cette situation de façon responsable. Il a dit que le Comité ne devait pas se trouver les mains liées à l'avenir et qu'il devrait donc prendre du temps avant une quelconque décision. Il a indiqué que la complexité des problèmes aussi bien culturels que scientifiques auxquels nous confronte cette situation, ne saurait requérir une attitude et une solution en blanc ou noir. Il a reconnu l'importance spirituelle de la terre pour le peuple aborigène et a été d'avis qu'il valait mieux arriver à une solution consensuelle. Il a demandé qu'un dialogue plus étroit s'installe en Australie avec les populations aborigènes en soulignant que cette démarche ne pouvait pas s'inscrire dans le cadre d'un calendrier de l'UNESCO. Il a dit également que le Comité devrait déterminer le niveau de profondeur du dialogue entre le gouvernement australien et les aborigènes afin de se faire une opinion responsable de la situation.

Le délégué de la Hongrie a indiqué que, sur la base des connaissances actuelles, des rapports écrits et des discussions, la position du Gouvernement hongrois était qu'il ne pouvait appuyer l'ouverture de la mine de Jabiluka pour le moment. Il a été d'accord avec les autres membres

du Bureau qu'il s'agissait là d'une nouvelle situation sans précédent de la plus haute importance pour le Bureau et le Comité. Il a souligné que l'examen scientifique avait mis en évidence un certain nombre d'incertitudes persistantes et estimé qu'il serait nécessaire d'effectuer une investigation scientifique complémentaire avant de prendre une décision finale concernant le site. Il a été d'accord avec la position des autres membres du Bureau quant à la nécessité d'être prudent et d'obtenir un consensus du Bureau. Il a enfin mentionné que cette question était devenue politique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Australie.

Le délégué de la Hongrie a indiqué que le projet de Jabiluka comprenait deux phases et que la première phase était achevée et que la question était maintenant de savoir si le processus d'exploitation pouvait commencer ou pas. Il a ensuite demandé si des investigations archéologiques avaient été bien faites.

Le délégué de la Hongrie a souligné l'importance des délibérations du Bureau au regard de la Convention. Il a suggéré qu'il était peut-être nécessaire d'approfondir la réflexion pour savoir si la responsabilité de mettre un site sur la Liste du patrimoine mondial en péril relevait du Bureau et du Comité avec ou sans le consentement de l'Etat partie. Il a accordé la plus grande importance à la déclaration du ministre australien de l'Environnement et du Patrimoine concernant l'éventuel report de l'exploitation de Jabiluka et la nécessité de trouver une solution pour régler le problème. Il a également cherché une solution entre le peuple aborigène mirrar et le gouvernement australien.

Le ministre de l'Environnement et du Patrimoine de l'Australie a remercié le Bureau de ces commentaires avisés. Il a indiqué qu'il cherchait lui aussi un moyen constructif pour aller de l'avant. Il a indiqué que son Gouvernement était fier du patrimoine mondial en Australie et qu'il ne fuyait pas ses responsabilités. Il a estimé que le cas était historique et que les questions nouvelles étaient en cours de traitement.

Le ministre a demandé les commentaires de l'UICN concernant la nuisance visuelle sur ce bien du patrimoine mondial. Il a indiqué que c'était la raison pour laquelle les concessions minières se trouvaient délibérément à l'extérieur du bien et il a demandé pourquoi les nuisances visuelles auraient plus d'importance maintenant qu'au cours des 18 années précédentes. Il s'est interrogé sur la raison pour laquelle la mine à ciel ouvert de Ranger avait été jugée acceptable et pourquoi on n'acceptait maintenant pas une mine souterraine. Il a demandé comment une si petite mine souterraine pouvait constituer une nuisance visuelle à un bien du patrimoine mondial de 20.000 kilomètres carrés.

En prenant en compte les commentaires du Bureau sur les concepts qui évoluent actuellement concernant les traditions culturelles vivantes, il a suggéré qu'un débat ait lieu sur le sujet mais il s'est également posé des questions sur les limites de ces nouvelles interprétations et où elles pourraient nous emmener. Il s'est demandé si de nouvelles interprétations de cet ordre pouvaient être appliquées rétrospectivement au Kakadu. Il a indiqué que les questions stimulantes relatives aux cultures vivantes étaient traitées par l'intermédiaire de l'évaluation de sites sacrés potentiels et de la sauvegarde de tous les sites identifiés à Jabiluka.

S'agissant des questions scientifiques, le ministre s'est félicité du dialogue entre le scientifique australien chargé de la supervision et le comité scientifique indépendant (ISP) créé par l'ICSU. Il a déclaré qu'il voulait, si possible, que toutes les questions posés par l'ISP trouvent une réponse.

En réponse aux commentaires du Japon, le ministre a indiqué que l'ERA s'était engagée à ce que l'exploitation minière à Ranger se termine avant que l'exploitation minière commerciale ne soit totale à Jabiluka. Cette pause dans le travail créerait une occasion d'établir la bonne foi et de surmonter la méfiance et le manque de confiance. Le ministre a conclu en demandant que sa déclaration figure dans le rapport du Bureau.

Le Président a ensuite décidé de constituer un groupe informel de rédaction sous la présidence du Rapporteur et comprendrait un représentant de chacun des membres du Bureau, l'Observateur délégué de l'Australie et un membre du Secrétariat. Le Président a demandé au groupe de préparer des projets de recommandations à discuter par le Bureau le vendredi 9 juillet. Le groupe informel a suspendu son travail après trois sessions. Le Président a demandé au Gouvernement australien d'adresser ses différentes communications orales au groupe par écrit et de les mettre à la disposition de tous les membres de la réunion du Bureau.

Le Président a remercié les membres du Bureau, la délégation d'observateurs de l'Australie, le chef du comité scientifique indépendant (ISP) créé par l'ICSU et les représentants des organes consultatifs pour leur considération attentive envers le Parc national du Kakadu.

Le 9 juillet, le ministre australien de l'Environnement et du Patrimoine a communiqué le document, selon la demande du Président au Bureau, en même temps qu'un ensemble de mesures complémentaires mises au point par le gouvernement australien pour renforcer le régime actuel de protection de l'environnement en vigueur à Jabiluka et Kakadu ; traiter la situation sociale et économique des communautés aborigènes vivant au Kakadu ; et fournir une nouvelle assurance que les valeurs culturelles du Parc – y compris celles des Mirrar – sont protégées. (Le document a été fourni au Bureau sous la cote WHC-99/CONF.204/INF-9G).

Le Président a demandé au groupe informel de rédaction de reprendre son travail avec uniquement la participation d'un représentant par membre du Bureau.

Après avoir atteint un consensus, le groupe informel de rédaction a proposé des conclusions et des recommandations pour considération et adoption par le Bureau. Le Président a d'abord demandé les observations générales sur la proposition. La délégation d'observateurs de l'Australie en a pris acte et a remercié le Rapporteur et le Secrétariat de leur travail en ajoutant qu'il était évident que le groupe de rédaction avait essayé de rechercher un consensus. Il a déclaré qu'une telle approche renforcerait le Comité et la bonne volonté. Il a fait remarquer que la recommandation contenait des références à certaines des initiatives comprises dans la présentation présentée au Bureau le matin (voir WHC-99/CONF.204/INF.9G). Il a ajouté que la recommandation constituait une avancée très positive mais qu'il estimait que certaines des conclusions du Bureau n'étaient pas bien fondées. Il a jugé que la recommandation était un document raisonnable qui pouvait constituer une base de discussion à la troisième session extraordinaire du Comité et il a déclaré qu'il désirait saisir l'occasion à cette réunion de débattre du contenu de la recommandation en détail.

S'agissant du point 1 résumant les principales causes de préoccupation et les réserves du Bureau, l'observateur délégué de l'Australie a déclaré qu'il avait de la difficulté à accepter certaines des conclusions. Pour ce qui est du point 1(d), il estimait que les conclusions du Bureau concernant l'impact de la mine sur les valeurs culturelles vivantes et les valeurs de

paysages culturels vivants pouvaient être mises en doute. Pour ce qui est du point 2 (c) de la recommandation, l'observateur délégué de l'Australie a déclaré que toutes les recommandations de l'ISP et de l'ICSU seraient abordées. Il a dit que le chef de l'ISP et le scientifique chargé de la supervision avaient déjà instauré un dialogue afin de mettre en œuvre leurs recommandations. Pour ce qui est du point 4 de la recommandation, l'observateur délégué de l'Australie a ajouté qu'il était plutôt normatif et ne prenait pas en compte les nouvelles informations fournies au Bureau, un groupe de référence proposera et guidera le processus de mise au point du plan de gestion du patrimoine culturel (voir WHC-99/204/INF.9G).

A la suite de cette discussion, le Bureau a considéré et adopté ce qui suit:

1. Le Bureau,

- (a) a reconnu avec satisfaction que le gouvernement australien, le superviseur scientifique australien, les organes consultatifs (UICN, ICOMOS et ICCROM) et le comité scientifique indépendant (ISP) créé par le Conseil international pour la science (ICSU) ont fourni les rapports demandés par la vingt-deuxième session du Comité à Kyoto, 1998,
- (b) a exprimé son regret que la suspension volontaire de la construction de la descente de la mine à Jabiluka jusqu'à la vingt-troisième session du Bureau (demandée par la vingt-deuxième session du Comité) n'ait pas eu lieu,
- (c) a continué à émettre des réserves concernant les incertitudes scientifiques liées à l'exploitation minière et au broyage du minerai à Jabiluka,
- (d) a été préoccupé par les atteintes aux valeurs liées aux traditions culturelles vivantes et aux valeurs de paysages culturels du Parc national du Kakadu, consécutifs au projet d'exploitation minière et de broyage de minerai à Jabiluka,
- (e) a été préoccupé de l'absence d'avancement dans la préparation d'un plan de gestion du patrimoine culturel pour Jabiluka.

2. Le Bureau a souhaité prendre note des faits nouveaux suivants concernant l'état de conservation du Parc national du Kakadu :

- (a) Le gouvernement australien a déclaré qu'il n'y aura pas d'exploitation commerciale parallèle des mines d'uranium de Ranger et Jabiluka, situées dans des enclaves entourées par le Parc national du Kakadu mais qui n'y sont pas inclus (voir WHC-99/CONF.204/INF.9G). Le Bureau a considéré l'annonce du gouvernement australien comme un changement positif pour traiter la question relative à la conservation du Parc national du Kakadu, bien que le gouvernement australien doit clarifier le sens précis du volume et de l'étendue de toutes activités parallèles dans les mines d'uranium de Ranger et Jabiluka, en particulier en ce qui concerne la différence relative avec le niveau actuel de production à Ranger.
- (b) Il y a des indications sur une reprise du dialogue entre le peuple aborigène des Mirrar et le gouvernement australien sur des questions concernant la mine d'uranium et le broyage de minerai à Jabiluka. Le Bureau a considéré que c'est la première étape essentielle sur la

voie d'une solution constructive aux questions soulevées par la mission de l'UNESCO au Parc national du Kakadu.

(c) Un dialogue entre le superviseur scientifique australien (ASS) et le comité scientifique indépendant (ISP) créé par le Conseil international pour la science (ICSU) a indiqué que l'on s'engage vers la solution de certains des problèmes en suspens concernant les questions scientifiques relatives à l'exploitation minière et au broyage de minerai à Jabiluka.

3. Le Bureau a estimé que l'instauration de la confiance et du respect des engagements par le dialogue est essentielle pour toute résolution des questions liées au projet d'exploitation minière d'uranium et de broyage de minerai à Jabiluka. C'est ainsi qu'il faut établir un meilleur dialogue entre le gouvernement australien et les propriétaires traditionnels de la concession minière de Jabiluka, soit le peuple aborigène des Mirrar.

4. Le Bureau a recommandé que le Comité sollicite du gouvernement australien, avec la coopération nécessaire des Mirrar, et l'engagement approprié d'autres parties concernées, l'achèvement du plan de gestion du patrimoine culturel de Jabiluka et la mise en place d'une cartographie culturelle exhaustive de la concession minière de Jabiluka et du site du Boyweg-Almudj et de ses limites afin d'assurer la protection de ces éléments qui font partie intégrante du paysage culturel exceptionnel du Kakadu. Le plan et le travail de cartographie culturelle devraient être entrepris par des archéologues et anthropologues confirmés travaillant avec les responsables aborigènes selon un calendrier fixé. Les archéologues et anthropologues devraient rendre compte à un comité constitué de représentants de l'Aboriginal Areas Protection Authority (AAPA) du Territoire du Nord, de l'Australian Heritage Commission, de l'ICOMOS, de l'ICCROM et de la corporation aborigène des Gundjehmi. Leur travail devrait être soumis à une expertise indépendante lors d'une étude objective et impartiale.

5. Le Bureau a considéré que c'est au gouvernement australien qu'incombe clairement la responsabilité de réglementer les activités d'une entreprise privée telle qu'Energy Resources of Australia Inc., en ce qui concerne le projet d'activités d'exploitation minière et de broyage de minerai à Jabiluka et il a noté l'engagement des gouvernements fédéral et du Territoire du Nord pour renforcer la base de la réglementation de l'exploitation minière.

6. Le Bureau a recommandé que le Comité établisse un mécanisme de coopération entre le Conseil international pour la science (ICSU), le comité scientifique indépendant (ISP), les organes consultatifs et le gouvernement australien (en particulier le superviseur scientifique) afin de résoudre toutes les questions scientifiques en suspens soulevées par l'ISP dans son rapport (WHC-99/CONF.204/INF.9E).

7. Le Bureau a recommandé au Comité que l'on demande au gouvernement australien de faciliter, en réponse à l'Etude d'impact social de la Région du Kakadu (KRSIS), l'octroi d'un ensemble d'avantages et de protection sociale, en concertation avec le gouvernement du Territoire du Nord, à l'intention des communautés aborigènes du Kakadu (y compris les Mirrar). Le Bureau a également recommandé que le Comité sollicite du gouvernement australien de fournir un état d'avancement de la mise en œuvre de l'Etude d'impact social sur la région du Kakadu à la vingt-troisième session du Comité à Marrakech, Maroc, en décembre 1999.

8. Le Bureau a recommandé que la troisième session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial, le 12 juillet 1999, prenne totalement en compte les informations fournies auparavant, y compris les nouveaux éléments fournis pendant la session du Bureau ainsi que les considérations du Bureau, au regard du paragraphe 86 des Orientations, afin de remplir le mandat qui lui a été confié à Kyoto (voir le paragraphe 5, page 20 du document WHC-98/CONF.203/18).

Statement by the
Australian Minister for the Environment and Heritage,
Senator the Hon Robert Hill
to the World Heritage Bureau,
UNESCO. Paris
July 7, 1999

Mr Chairman

Thank you for the opportunity to address the Bureau on an issue, which is important not only for Australia, but also for the further development of the World Heritage Convention.

I take the opportunity to reaffirm Australia's support for the principles espoused in the World Heritage Convention.

Australia remains, however, resolutely opposed to the listing of the Kakadu World Heritage Area on the "in danger" list.

We do so on two grounds.

Firstly, the facts, when presented free of the emotion which has surrounded this issue to date, simply do not support such a listing.

They indicate, in fact, that Australia has set in place a system of management and protective measures for Kakadu which represents world's best practice.

Secondly. Australia has said consistently that the Committee cannot list a property against the objections of a Member State. This has been confirmed by independent legal advice.

KAKADU HISTORY

Kakadu is an issue which the Committee has addressed on three separate occasions dating back to 1981

The original inscription of Kakadu in 1981 was made with the knowledge that there were three separate, clearly defined uranium mining leases, one of which was Jabiluka.

The Committee revisited the issue in 1987 and 1992 as Stages II and III of the Kakadu National Park were assessed and accorded world heritage status.

These additional inscriptions were made at a time when the Committee had had several years to assess any impact of the Ranger uranium mine which had been operational since 1981.

Ranger, a large open cut uranium mine, has now been operational for more than 18 years. It is the most intensively monitored uranium mine in the world.

The independent office of the Supervising Scientist has advised that the Ranger Mine has had no adverse environmental impact on Kakadu National Park.

It would be directly inconsistent with the Committee's previous decisions to now rule that an underground mine with a significantly smaller physical impact than Ranger could be considered a threat to world heritage values.

Under the preferred Jabiluka option, the mine would cover less than one square kilometre while the Park itself stretches over almost 20,000 square kilometres.

It has undergone a rigorous and transparent environmental assessment process lasting almost three years.

The monitoring systems and regulatory measures put in place for the operation of Jabiluka have drawn on the 18 years experience at Ranger.

The volumes of evidence from the operation of Ranger along with the additional information provided by Australia in response to the Committee's concerns about Jabiluka should give the Committee every confidence that the world heritage values of Kakadu will be managed and protected in a manner consistent with the Convention and consistent with world's best practice.

For the Committee to hold otherwise would be, in effect, to change the rules after nearly 20 years in a manner which is grossly unfair to the State party - Australia.

CULTURAL ISSUES

Australia has also been a sensitive manager of the cultural values of Kakadu.

All recognised indigenous sacred sites on the Jabiluka lease will be protected under Australian law.

Australia recognises there is some disagreement, including disagreement between relevant indigenous communities, over the extent and significance of certain sites. These sites are not in the world heritage area.

Even so, Australia is committed to developing a comprehensive cultural management plan for the Jabiluka lease and is seeking the cooperation of the traditional owners.

Under Australian law, mining on indigenous land in the Northern Territory is prohibited without the consent of the traditional owners. This right is not available to non-indigenous Australians, reflecting a recognition of the special link between indigenous Australians and their land.

In this instance, the Mirrar, along with other affected Aboriginals, gave their informed consent to mining on the Jabiluka lease in 1982. This was reiterated in 1991. The current senior traditional owner does not support mining. However the regional Aboriginal body upholds the legitimacy of the agreement.

Australia is also conscious that there is a wide range of views among traditional owners of Kakadu on the issue of mining. The Mirrar are the traditional owners of less than five per cent of Kakadu National Park in addition to the Jabiluka lease. The traditional owners of the other 95% of Kakadu have not indicated support for the "in danger" listing, and many of them support mining for the economic, cultural and social benefits it can deliver.

Australia, and the Committee, must consider the hopes and aspirations of all traditional owners living within Kakadu National Park.

AUSTRALIA'S RECORD

Against this background, Australia has demonstrated a level of commitment to the World Heritage Convention that is second to none.

For example

- Australia was one of the first nations to ratify the Convention.
- Australia is the only nation in the world with domestic legislation that specifically implements the Convention.
- No country in the world has more natural sites on the World Heritage List than Australia.
- We have management plans in place or under preparation for all our World Heritage properties
- Australia spends more than \$50 million each year on our World Heritage properties (in addition to the amount spent by provincial governments).

We are particularly proud of our record in protecting Kakadu National Park

We have established and maintained an innovative joint management arrangement with the traditional owners of the Park.

We are successfully protecting an area of 20, 000 square kilometres - an area nearly twice the size of Lebanon.

Notwithstanding the fact that the Jabiluka lease is outside of Kakadu National Park and was specifically excluded for the purposes of uranium mining, Australia would never have approved the new mine without being absolutely satisfied that it would not threaten a park we regard as a national treasure.

In order to be certain that Kakadu will not be damaged, we have imposed the world's most stringent and rigorous regulatory and monitoring regime. The regime is enforced by two levels of government - the national government and the government of the Northern Territory.

The Northern Territory Deputy Chief Minister is here today to reinforce the commitment from both levels of government to strictly enforce that regime.

ADDITIONAL MEASURES

Australian governments at both national and provincial levels have the greatest confidence in our environment protection measures. We have, nevertheless, sought to respond in good faith to the issues raised by the Mission to Kakadu and subsequently by the ICSU and advisory bodies to the Committee.

Australia prepared a detailed response to the Mission report and through the Supervising Scientist we have undertaken further scientific analysis to refine environmental requirements and provide an even greater degree of certainty that Kakadu National Park is under no threat.

Having listened carefully to the comments from other state parties. Australia has also developed further assurances on the environmental, social and cultural issues which we will put to the Committee for its consideration.

These measures will:

- Enhance the existing environmental protection regime governing Jabiluka and Kakadu;
- Address the social and economic conditions of the Aboriginal communities living in Kakadu; and
- Provide additional assurance that the cultural values of the Park - including those of the Mirrar - are protected.

In addition, in consultation with ERA, the company which holds the Jabiluka lease, we will be responding to the expressed concerns of some Committee members about the potential impact on the natural values of the Park if both the existing mine at Ranger and the new mine at Jabiluka were in full commercial production at the same time. I can say now that this will not occur.

We would be prepared to respond constructively to any further reasonable requests that the Committee may put forward in discharging its duty.

CONCLUSION

In summary, Australia has always been and remains firmly committed to the World Heritage Convention. We have addressed the issues raised in relation to Kakadu National Park in good faith.

We believe that Kakadu is securely protected and that there is no basis for listing it as "in danger". We urge the Bureau and the Committee to recognise the efforts Australia has made to protect Kakadu and to respect the provisions of the Convention which would prevent an "in danger" listing in the absence of Australia's consent.

We look forward to concluding this issue next Monday in a way which promotes the cooperation amongst parties on which the Convention is based.

Annex IV.2

JOINT ICCROM, ICOMOS AND IUCN STATEMENT KAKADU NATIONAL PARK, AUSTRALIA

BUREAU OF THE WORLD HERITAGE COMMITTEE
Twenty-third session

Mr Chairman

ICCROM, ICOMOS and IUCN thank you and the members of the Bureau for the opportunity to highlight a number of key issues concerning ascertained and potential dangers posed to Kakadu National Park by the Jabiluka mine.

We are of course aware of the political dimensions of this issue. However these factors lie outside of our mandate and competence. They underline however that when issues have a sharp political dimension, it is especially important to be objective and to ensure that the provisions and standards of the Convention are closely adhered to, so that procedural fairness and the expectations of the Contracting Parties, and the peoples they represent, may be achieved.

In light of this mandate the three advisory bodies believe it is also important to highlight the Committee's own guidelines for inclusion of cultural and natural properties in the list of World Heritage in Danger. Specifically:

- Cultural properties are held to face an Ascertained Danger when the property is faced with specific and proven imminent danger, such as Important loss of cultural significance.
- Cultural properties are held to face potential danger when the property is faced with threats which could have deleterious effect on its inherent characteristics.
- Natural properties are held to face an ascertained danger when the property is faced with specific and proven imminent danger, such as ... severe deterioration of the natural beauty or scientific value of the property, as by human settlement, Industrial and agricultural development major public works, mining etc.
- Natural properties are held to face potential danger when the property is faced with major threats which could have deleterious effects on its inherent characteristics. Such threats include ... planned development projects within the property or so situated that the impacts threaten the property.

We reiterate that the World Heritage Mission to Kakadu believed these guidelines to have been met and noted "severe ascertained and potential dangers to the cultural and natural values of Kakadu National Park posed primarily by the proposal for uranium mining and milling at Jabiluka". The Mission therefore recommended: "that the proposal to mine and mill uranium at Jabiluka should not proceed."

At its 22nd Session in Kyoto in November 1998, the World Heritage Committee “recognised the report of the mission to Kakadu National Park as being both thorough and credible ».

In reviewing the response of the Australian Government concerning the mitigation of threats posing ascertained and potential dangers to Kakadu National Park by the Jabiluka mine, we have sought to assess whether this response removes the concerns identified by the Mission and confirmed by the Committee relating to the ascertained and potential dangers to the site.

The concerns expressed by the Mission and recognised by the Committee at its 22nd Session focused upon three principal issues. These can be summarised as concerns over:

- (i) scientific uncertainties and the application of the Precautionary Principle (Recommendation 2);
- (ii) visual encroachment on the integrity of Kakadu National Park (Recommendation 3);
- (iii) a series of threats to the cultural values of the Park (Recommendations 4,5,6,7 and 8).

ICOMOS and ICCROM will focus on the threats to the cultural values. IUCN will therefore address the concerns for the natural values.

1. Scientific Uncertainties and the Precautionary Principle.

IUCN welcomes the report of the Australian Supervising Scientist Group which we believe responds to a number of the concerns identified by the World Heritage Mission. However we are concerned that this report confirms the existence of uncertainties despite the extensive process of EIA including the Environmental Impact Statement (EIS) and the Public Environmental Review (PER), that has been pursued in approving the Jabiluka mine project and allowing excavation of the mine decline to proceed over the course of the past year. Specifically the review of areas of scientific uncertainty by the Supervising Scientist has both identified “areas for improvement in the hydrological model” and highlighted issues that need to be addressed in the “detailed design” of the water management system for Jabiluka. In other words, weaknesses in the mine design were recognised only following international review by the World Heritage Mission. Further the final design of the mine is not yet available, including for issues of major concern, notably the water retention system and disposal of tailings. While it may be argued that this level of uncertainty is normal in mine design, it is IUCN’s view that it is of serious concern for a mine physically located within the boundaries of a World Heritage site. We therefore believe that the potential threat to the natural values of Kakadu as identified by the World Heritage Mission remains.

2. Visual Encroachment.

In its response to the World Heritage Mission the Government of Australia expressed its view that the evidence did not substantiate the “case for visual encroachment as a significant issue or as a threat”. Having considered the arguments given for this response IUCN has reaffirmed its support for the view of the World Heritage Mission that the Jabiluka mine site “is readily visible from the air from where visitors making overflights are especially well able to appreciate the sweeping landscapes for which Kakadu was inscribed on the World

Heritage List and is famous”. The Mission Report also argued that “the visual impact of Jabiluka, 22km north of Ranger and Jabiru, is a distinct and significant additional impact” and concluded that the visual impact of the Jabiluka mine constitutes “an ascertained danger for the natural World Heritage values of Kakadu in that it constitutes a deterioration of the natural beauty or scientific value of the property”.

Indeed these concerns have been strengthened by the report of the Supervising Scientist that recommends increasing the capacity of the retention pond at Jabiluka, an increase that has been estimated as being of the order of 50%. Similarly the 20km road has not yet been constructed, but will if the project proceeds. Both would aggravate the visual encroachment which we consider to already be severe.

In conclusion IUCN believes that Jabiluka does indeed constitute a significant additional impact on the visual integrity of the sweeping landscapes for which the Park is rightly recognised as being of universal natural value.

Annex IV.3

Statement read by the representative of ICOMOS

L'ICOMOS a étudié avec attention les réponses circonstanciées du Gouvernement du Commonwealth d'Australie aux graves préoccupations exprimées à Kyoto, en particulier quant au respect des valeurs culturelles du Parc national du Kakadu. En dépit des importantes précisions apportées, l'ICOMOS considère que restent pertinentes la plupart des recommandations formulées par le Rapport de la mission UNESCO de 1998 et ses propres prises de position quant aux dangers réels et potentiels d'une exploitation minière sur le site de Jabiluka justifiant l'inscription du Parc national de Kakadu sur la Liste du patrimoine mondial en danger.

Trois considérations majeures fondent, entre autres, cette conviction :

1. L'impact physique et symbolique de l'exploitation minière sur le patrimoine culturel.

Nul ne conteste le fait que l'enclave minière dans le site du patrimoine mondial renferme des lieux sacrés pour la population aborigène de la région ni l'importance spirituelle du site du Boiwek-Almudj et des pistes du "Dreaming" qui y sont associées. L'ICOMOS est persuadé que les opérations minières dans le sous-sol de cette zone de grande signification spirituelle pour le peuple Mirrar entraîneraient des dommages irréparables, à la fois tangibles et non tangibles, en violation des principes généraux de la conservation du patrimoine et, en particulier, du prescrit de la Convention du patrimoine mondial.

2. La relation de l'enclave minière avec les valeurs culturelles du site inscrit sur la Liste.

Les lieux sacrés situés dans l'enclave font partie d'un réseau bien plus étendu de sites d'importance spirituelle et de sentiers de "Dreaming" qui couvrent toute la région en une seule et même entité culturelle. Depuis la dernière extension du site, le cadre conceptuel de la Convention s'est enrichi du concept de paysage culturel qui, au titre de "paysage évolutif", caractérise le Parc national de Kakadu en tant que témoignage exceptionnel d'une tradition culturelle et d'une civilisation vivante. Aux yeux de L'ICOMOS, toutes dégradations importantes de ces sites sacrés, qu'elles soient physiques ou symboliques, à l'intérieur comme à l'extérieur du site inscrit, doivent être considérées comme une atteinte à l'intégrité du paysage culturel du Parc national de Kakadu dans son ensemble.

3. Les droits des propriétaires traditionnels.

Une occupation traditionnelle du site par la population aborigène depuis plus de 50.000 ans fonde la légitimité des relations particulières des Mirrar avec leurs terres, relations que reconnaît d'ailleurs le droit australien. Au-delà de droits fonciers ou coutumiers, une forme de droits culturels fondamentaux requiert leur participation aux décisions qui les concernent. L'ICOMOS considère qu'une reconnaissance effective des droits des propriétaires traditionnels est nécessaire pour que soient prises en compte les valeurs singulières dont ils assument l'héritage et qui sont inhérentes aux qualités culturelles du site. Comme le recommandait déjà le rapport de la mission UNESCO de 1998, il est impératif de restaurer la confiance et la communication et d'inviter instamment tous les partenaires concernés, autochtones ou non autochtones, à s'engager dans un dialogue interculturel pour assurer la conservation des valeurs patrimoniales exceptionnelles de Kakadu pour les générations futures.

Annex IV.4

Statement read by the representative of ICCROM

ICCROM has thus far focussed its attention on process and the necessary elements for objective analysis of the issues involved. ICCROM recognizes that objectivity in assessing cultural values and the impact of proposed actions on cultural values involves close attention to those for whom the values hold most meaning. In this context, the Preamble to the WHC's 1998 mission report emphasized the fundamental importance of "ensuring thorough and continuing participation, negotiation and communication with Aboriginal traditional owners.....in the conservation of the outstanding universal values of Kakadu for future generations."

The Mirrar people are legally the undisputed traditional owners and custodians of the Jabiluka area and hence are the undisputed spokespeople for the outstanding universal cultural associations cited under criterion (vi) of the Operational Guidelines. In this, they share with the Australian government the weight of responsibility for the conservation of the cultural values in this part of Kakadu.

Australia's Kakadu, the Australian Government's report of April 15, 1999, does not claim that the Government has fulfilled the WHC mission's above request for ensuring thorough and continuing dialogue with the traditional owners. The Mirrar, as traditional owners, continue to voice their strong belief that the cultural values of Kakadu are threatened by site works at Jabiluka.

We cannot dismiss these voices as coming from a negligibly small group of indigenous owners. The Mirrar, through the oral transmission of their traditions, beliefs and values, bear witness to a rare strand of human memory, unbroken for some 50,000 years. Indeed we believe that the Committee holds a responsibility to protect the vulnerable link between the Mirrar people and the land which has nourished them physically and spiritually for so long. Their claim, that the current site operations, particularly in the sacred Boyweg-Almudj area, are destroying the very fabric of their culture, deserves the most serious attention of the Committee.

ICCROM is of the opinion accordingly, that the outstanding cultural values of Kakadu National Park are, at this moment of time, in danger from ascertained and potential threats and that the site should be inscribed on the World Heritage List in Danger.

In addition the results of the studies of the impact of dust and vibration from site works on significant rock art and archaeological sites are not yet available. With respect to these potential threats, ICCROM is therefore not in possession of evidence to discount the impact of these threats. Accordingly, in the terms of the Convention, ICCROM must state that the existence of these potential threats also serves to warrant inscription of Kakadu on the World Heritage List in Danger.

The justification for inscription stated, ICCROM remains uncomfortable with the heavily polarized nature of this debate. In such a debate, which ends without reconciliation, the real loser is the World Heritage Convention and its moral power, as a unifying force for humanity. For that reason, inscription of the property on the World Heritage List in Danger

should be accompanied by strenuous efforts to support dialogue between the Government of Australia, the Mirrar people and other key stakeholders, in order to foster approaches to site use which can meet their respective interests.

In conclusion Mr Chairman, and speaking now on behalf of the 3 advisory bodies (ICOMOS, ICCROM, IUCN), having reviewed the response of the Australian Government concerning the mitigation of threats posing ascertained and potential dangers to Kakadu National Park, we agree unanimously that the concerns identified by the World Heritage Mission and confirmed by the Committee remain. We therefore believe that the conditions exist for inscribing Kakadu on the List of World Heritage in Danger immediately.

We further believe that failure to do so after such an extensive process of analysis and review would risk diminishing the standards for which the World Heritage Convention enjoys such high international prestige.

Annex IV.5

Report from the leader of the independent scientific panel established by ICSU, Professor Brian Wilkinson

WORLD HERITAGE SITE - KAKADU

1. Chairman - Good morning. Thank you for the opportunity to make this presentation relating to the Independent Science Panel Report. This report is available in your Information Document WHC-99/CONF-204/INF.9E. At the outset it is important that the Bureau understands the Scientific Panel's structure and method of analysis. There were four members of the Independent Scientific Panel, which was established by ICSU: Dr. John Rodda - President of the International Association of Hydrological Sciences and formerly Director of Water Resources at the World Meteorological Organisation; Professor Gene Likens - Director of the Institute of Ecosystem Studies in New York; Professor Jane Plant - Assistant Director, British Geological Survey; and myself Professor Brian Wilkinson - Professor at the University of Reading and formerly Director of the Centre for Ecology and Hydrology.

The panel members were selected by ICSU and I was asked by ICSU, and the Panel agreed, that I should act as Team Leader.

2. The Panel's work began on 22 April as soon as the first documentation became available and our Report was submitted on 14 May against a deadline of May 15. Our brief was to make a scientific review of the report - "Assessment of the Jabiluka Project" (WHC-99/CONF.204/.9C) from the Supervising Scientist Environment Australia which had been called for by this Bureau. We also saw a number of other supporting documents, but in time available there was a limitation on the information that was readily accessible; Our insights may have been restricted by not having visited Jabiluka or the Kakadu World Heritage Site.

The Panel's method of operation was based on a work plan which identified a Panel member to make a first response to a specific section of the Supervising Scientific Report particularly relevant to his or her expertise. These responses were then circulated by e-mail to all members for their comments which were then consolidated into the first Draft.

All Panel members approved the Final Report prior to its transmission to ICSU and UNESCO. Other than the presentation of its Report to the Bureau which the Panel made today, the Panel has discharged its remit to ICSU and the delivery of its report on 14 May.

3. However, during June Dr Arthur Johnston the Supervising Scientist contacted me to say he would like some clarification on the Recommendations in the Independent Scientific Panel Report. I obtained agreement from the Panel members and from ICSU and UNESCO to hold a telephone conversation and this took place on 3 June with a subsequent approved conversation on 11 June. There are agreed notes of these conversations available.
4. Towards the end of June I received a 62 pages report giving the response of the Supervising Scientist to the Independent Scientific Panel Review. I forwarded this

document to my fellow Panel members but they have had no time to make a formal assessment of this and furthermore believe such a consideration is outside their original brief from ICSU. I understand that this response document has been made available to the Bureau.

5. Turning to the Independent Scientific Panel Report, we considered that we could conveniently divide the work into four activity areas as follows:
 - a. Hydrological modelling and the assessment of the retention ponds design capacity
 - b. Risk assessment for the ERA proposal
 - c. Long term storage of the mine tailings
 - d. General environmental protection issues

However, there is strong interaction between these areas and the panel took these interactions into account in making its 17 Recommendations, which are given at the end of our Report. I don't intend going through our findings for each of these activity areas now. I understand there is to be an extended debate on Monday 12 July and I will take the opportunity to expand the Panel's views on that occasion. The conclusions in our Report and the Recommendations can, however, be placed in four broad categories as follows:

First Category, some of the analyses in the Supervising Scientists Report do lead to the assessment of impacts of the proposed Jabiluka mining operation being made with a higher degree of certainty than formerly. For example, the hydrological method of analysis using a stochastically generated data set, linked into a multiple run-off model using a Monte Carlo approach follows good international scientific practice. It gives greater confidence in the design method to be used for determining the pond capacity against extreme rainfall events.

Second Category, there are some recommendations that we suggest should be followed out of prudence e.g. the data for rainfall should be increased by 5% because it is recognised that raingauges often under record and the retention pond design capacity is crucially dependent on this rainfall data.

Third Category, there are some areas in the Supervising Scientist Report where we were unable to make a judgement on ascertainable or potential impacts due to lack of information or data. For example, the applicability of the Ranger radiation model to the Jabiluka Site.

Finally, there were some elements dealt with an unsatisfactory way in the Supervising Scientist Report, and some important issues that were missing for example, the failure to recognise the need for a full landscape/ catchment assessment extending outside of the mine lease area. There was also the lack of any impact analysis in the event of the mine life being extended from 30 to 50 or 60 years. In the later case we consider that such analysis should be undertaken now.

It may well be that some of our concerns are addressed by the Supervising Scientist's response to the Independent Scientific Panel Report – but this response would require detailed consideration by the Panel and as such it lies outside our brief. We are therefore unable to make appropriate comment on this document at this time.

Overall, the Panel felt there was a theme running through some part of the Supervising Scientist Report of 'Trust us' and we will ensure that it will be well even though there are uncertainties for example in the final ERA design. Perhaps this is based on the 18

years of satisfactory operational experience at the Ranger mine. The scientific community must clearly take note of this. However, Kakadu is such a rich and important site in terms of World Heritage values that we believe that such assurances should be accompanied with firm and binding commitments, not just on the present administration but also on those in the future. These are particularly important for both short and long term monitoring and reparation in the event of this monitoring exposing some presently unforeseen event or threat.